

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Bulletin de la Banque de France

[Entreprises](#)

# En 2020, les mesures de soutien modèrent l'impact de la baisse d'activité des PME

16 Septembre 2021

Auteurs : Maïté Gaignon, Abel Mérébier

**Bulletin n°237, article 3.** En 2020, le chiffre d'affaires des petites et moyennes entreprises (PME) baisse de 3,7 %. La diminution de la valeur ajoutée est plus marquée (– 4,2 %) du fait du ralentissement de la production, contrairement à 2009 lorsque la baisse du chiffre d'affaires de 5,4 % n'avait entraîné qu'une baisse de 3,7 % de la valeur ajoutée. Grâce à l'ajustement de leurs dépenses et aux mesures de soutien sans précédent, le taux de marge des PME ne s'est contracté que de 0,3 point. Les restrictions sanitaires affectent de façon inégale les PME, y compris dans un même secteur. Le chiffre d'affaires des commerces de biens d'équipement a même progressé en 2020. Les rentabilités économique et financière diminuent sensiblement et la structure financière se dégrade en raison de la hausse de l'endettement brut. Le recours aux prêts garantis par l'État (PGE) compense les pertes de trésorerie d'exploitation et permet la constitution d'une épargne de précaution.

[821211\\_bdf237-3\\_pme.png](#)

Cet article analyse la situation économique et financière des petites et moyennes entreprises (PME) en 2020, en mobilisant la base des comptes sociaux du Fichier bancaire des entreprises (FIBEN) de la Banque de France. L'étude est réalisée à partir d'un échantillon de 185 956 bilans de PME.

## 1. L'activité des PME se contracte en 2020, de façon moindre qu'en 2009

### Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée diminuent dans la plupart des secteurs

L'épidémie de Covid-19, qui s'est déclarée en 2019, n'a affecté directement l'économie française qu'en 2020.

Le chiffre d'affaires des PME a baissé de 3,7 % et la valeur ajoutée de 4,2 % en 2020<sup>2</sup>, alors que leurs croissances respectives étaient de + 5,1 % et + 4,7 % en 2019 (cf. graphique 1). Le ralentissement de l'activité en 2020 s'inscrit néanmoins en deçà de celui de 2009 où, à la suite de la crise des *subprimes* de 2008, le chiffre d'affaires des PME s'était contracté de 5,4 % et la valeur ajoutée de 3,7 % (cf. encadré 1). Cette résistance face à un choc majeur s'explique par la mise en œuvre de dispositifs de soutien sans précédent, mais aussi par le fait que les PME ont abordé cette crise avec une bonne structure financière.

La baisse du chiffre d'affaires est particulièrement marquée dans les secteurs des conseils et services aux entreprises (– 7,3 %) et de l'industrie manufacturière (– 5,9 %) [cf. tableau 1]. Le secteur de la construction connaît une baisse de son chiffre d'affaires de 4,9 % en 2020, contre une croissance de + 8,3 % en 2019, et sa valeur ajoutée diminue de 5,1 % en 2020 alors qu'elle progressait de 7,3 % en 2019. Le secteur du commerce tire son épingle du jeu avec une baisse de seulement 1,0 % de son chiffre d'affaires, accompagnée d'une croissance de + 0,9 % de sa valeur ajoutée. Dans ce secteur, en effet, la contraction de certaines activités (commerce et réparation d'automobiles et de motocycles, par exemple) est compensée par l'expansion d'autres activités, telles que les commerces de détail spécialisés dans certains équipements (cf. graphique 2 *infra*).

## **La part des exportations fléchit légèrement**

La chronologie des différentes vagues de la pandémie à travers le monde conduit à s'interroger sur les performances des PME françaises à l'exportation. De ce point de vue, la part du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation fléchit.

*[Pour lire la suite, télécharger l'article]*

## **Télécharger l'intégralité de la publication**

[Bulletin n°237-3. En 2020, les mesures de soutien modèrent l'impact de... \(PDF - 521 Ko\)](#)  
[Précédent](#)

### **2**

**Baisse du PIB 2020 dans le monde : l'incidence relative des restrictions sanitaires, de la réactivité des agents économiques publics et privés, et de la spécialisation sectorielle**

[Suivant](#)

### **4**

**Finance verte en Asie-Pacifique, la mobilisation portée par les banques centrales et autorités de supervision**